

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

22<sup>ème</sup> année - N° 4085 - Mercredi 16 Mars 2022 - Prix : 200 Fc

CRASH AB AVIATION :

## Les corps ne sont toujours pas récupérés



Photo d'illustration

INTERVIEW AZALI SUR BBC :

### Me Mahamoudou recadre Azali

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**Prières aux heures officielles  
Du 16 au 20 Mars 2022**

**Lever du soleil:**

**06h 11mn**

**Coucher du soleil:**

**18h 31mn**

Fadjr : 04h 57mn

Dhouhr : 12h 19mn

Ansr : 15h 36mn

Maghrib: 18h 34mn

Incha: 19h 39mn



## CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE (CDB)

## L'urgence des problèmes à résoudre

Le lundi 14 mars s'est ouvert à Genève (Suisse), la Conférence de Genève sur la biodiversité, marquant la première réunion en pré-sentiel de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et cela après plus de deux ans d'attente suite à la Covid 19. En effet, après 22 mois de retard, les conditions permettent enfin une rencontre en personne.

L'urgence de résoudre les problèmes sous-jacents n'a fait qu'augmenter au cours des deux dernières années de la pandémie de Covid-19. Dans ce contexte, trois organes se réunissent simultanément. Il s'agit de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique, technique et technologique (Sbstta), de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (Sbi) et le Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (Wg2020). Au cours de la première journée de travail, après une séance d'ouverture conjointe, les trois organes ont tenu leurs sessions plénières de reprise de leurs activités.

Selon les termes de la secrétaire exécutive de la Convention, Elizabeth Maruma Mrema, ces rencontres « sont essentielles à l'élaboration d'un cadre mondial de la biodiversité (GBF) efficace pour l'après-2020 ». Mrema a souligné « la responsabilité de veiller à ce qu'un GBF efficace soit négocié avec succès et que des mesures urgentes soient prises pour le mettre en œuvre », étant donné que la perte continue de biodiversité et la dégradation des écosystèmes ont de profondes conséquences sur les sociétés humaines et constitueront une menace existentielle pour les générations futures.

Pour rappel, ces sessions ont été suspendues étant entendu qu'ils reprendraient en présentiel lorsque la pandémie de Covid-19 le permettrait, pour finaliser les négociations sur le GBF et adopter des recommandations pour la deuxième partie de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité, qui est censée se réunir à Kunming, en Chine, plus tard cette année. La convocation simultanée de la reprise des réunions des trois organes permettra un



Plénière, conférence sur la biodiversité.

dialogue interactif qui, selon de nombreux participants, est nécessaire pour parvenir à un « accord global » sur divers points en cours de négociation et atteindre l'objectif commun.

Dans les déclarations liminaires des groupes régionaux et des principales parties prenantes, le Sénégal, au nom du Groupe Africain, a salué la reprise des réunions en face à face et a souligné la nécessité d'un financement réaliste, d'un transfert de

technologie, d'un renforcement des capacités, de mécanismes de mise en œuvre et d'un accord viable sur les avantages-partage lié aux informations de séquence numérique (DSI).

Le coprésident du Gt2020, Francis Ogwal, a rappelé aux personnes réunies en plénière, l'incroyable quantité de travail à faire jusque-là. « Nous commençons un compte à rebours », a-t-il ajouté. Comme si le calendrier n'était pas

assez pressant : trois organes se réunissant en deux semaines, avec des prolongations quotidiennes jusqu'aux heures tardives, certains participants se préparaient pour de longues nuits - et d'autres se demandaient ce qu'il était possible de faire lorsque tout était pressé dans un tel contexte, avec une fenêtre étroite d'opportunité.

Mmagaza

## LUTTE CONTRE LE DIABÈTE

## Situation « alarmante » à Mohéli selon une ONG

Face à la guerre contre le diabète, l'ONG Santé-diabète à travers le ministère de la santé et de la protection sociale a organisé le week-end dernier une journée de dépistage gratuit du diabète. Ce dépistage concerne les personnes en surpoids, les non diabétiques, les personnes ayant des antécédents familiaux diabétiques et autres. Sur 203 personnes dépistées, 40 ont été diagnostiquées positives.

L'ONG Santé-diabète en partenariat avec le ministère de la santé, de la solidarité et de la protection sociale a accordé samedi dernier une opération de dépistage gratuit à Mohéli. Cette opération a débuté dans le village de Siry-ziroudani dans la région de Djando puis à Nioumachoi et Miringoni et enfin à Bangoma dans la commune de Moilimdjini de 6h à

12h.

Le but c'est de connaître l'évolution du diabète dans l'île. Sont concernées par ce dépistage les personnes non diabétiques, les personnes dont les parents sont diabétiques, les personnes en surpoids ou obèses mais aussi les femmes enceintes, les femmes ayant donné naissance à un enfant de plus de 4kg, les femmes ayant déjà fait un diabète pendant la grossesse et les personnes diabétiques sous traitement.

« Dans le domaine sanitaire, mieux vaut toujours prévenir que guérir. C'est ce qui nous poussé à organiser cette campagne massive de dépistage. D'abord ça nous permettra de connaître l'état de santé des habitants et ensuite réagir au plus vite s'il le faut », explique Salami Maka, président du réseau national anti-diabète à Mohéli. Les

résultats obtenus après la clôture de cette journée dans ces localités ne sont pas du tout encourageants. Les résultats de 40 personnes sur 203 dépistées sont revenus positifs au diabète, tandis que 62 autres sont hypertendus. Ces résultats sont jugés « alarmants ».

A Siry-ziroudani par exemple, 55 personnes se sont fait dépister. Le nombre de personnes hyper glycé-

miques s'élève à 12 dont 8 diabétiques connus et les hypertendus sont également au nombre de 12. Et à Nioumachoi, sur 70 personnes dépistées, 17 sont hyper glycé-miques dont 11 diabétiques connus. 9 patients utilisent du glibenclamide tandis que 42 autres souffrent d'une hypertension artérielle dont 28 connus. 57 personnes souffrent d'obésité abdominales et risquent de manifester le diabète. Dans le site de Bangoma, le nombre total des per-

sonnes dépistées s'élève à 78. Trois d'entre elles sont sous glibenclamide dont un en bithérapie et les 2 sous metformine. 8 patients souffrent d'hypertension. Toutes les personnes ayant une hypoglycémie, selon les responsables, sont référées pour un contrôle de la glycémie et pour une consultation approfondie.

Riwad



## AVIS DE RECRUTEMENT



Le PNUD Comores recrute **1** **Volontaire des Nations Unies National(e) Assistant(e) Ressources Humaines et Administratif(ve)**.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de **postuler en ligne** à partir du lien ci-dessous :

- Poste **VNU National(e) Assistant(e) Ressources Humaines et Administratif(ve)**.

<https://app.unv.org/opportunities/1683968727032064>

Date de début de republication : **15 mars 2022**  
Date limite dépôt des candidatures : **29 mars 2022**

**Remarques :**

- Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.
- Seul(e) les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contacté(e)s.



## CRASH AB AVIATION :

## Les corps ne sont toujours pas récupérés

*Les équipes de recherches de l'épave de l'avion AB Aviation abimé en mer le 26 février ont battu retraite après 10 jours de recherches infructueuses, le 7 mars. Les autorités auraient pris attache avec une société privée de Mayotte, laquelle devrait venir à Mohéli avec un sous-marin en miniature pour confirmer la présence de l'épave à l'endroit supposé du crash. Une dizaine de jours après la levée des recherches, aucune trace de ces plongeurs, pas plus que les experts du Bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile (BEA).*

On est au 19e jour du crash du vol AB Aviation le 26 février au large de Mohéli avec 14 personnes à bord. Les équipes de recherches en mer ont battu retraite depuis le 7 mars et les autorités ont, dans la foulée, annoncé attendre des experts du BEA, le Bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile de France. Selon nos informations, c'est une société privée de plongée basée à Mayotte qui devrait venir effectuer les recherches de l'épave et des passagers. Seulement, aucune date d'arrivée n'a jusqu'à présent pas été arrêtée. « Nous attendons qu'ils nous soumettent le contrat et dès que nous aurons débloqué les moyens [financiers] ils seront là », a confié à La Gazette des Comores Tachfine Ahmed, membre de la cellule de crise et non moins directeur général de la Sécurité civile. Pour rappel, les plongeurs de la garde côte comorienne et de

Comores Plongée pensent avoir localisé l'avion. L'équipe attendue de Mayotte, une fois sur place, n'aura donc qu'à confirmer ou infirmer ces doutes. Elle est dotée d'un sous-marin en miniature pouvant aller jusqu'à 200 mètres de profondeurs, tandis que l'avion, du moins ce qu'il en reste, serait localisé à 50 mètres de profondeur.

Coté proches des victimes, l'attente commence à devenir insupportable. Ils sont partagés entre résignation et lutte. « Il y a de l'irresponsabilité manifeste de la part de notre gouvernement. Ils n'ont pas su prendre le problème à bras-le-corps dès le début. C'est tout à fait normal que les résultats

soient décevants. De toute façon nous n'avons aucun espoir », tonne Idi Boina, un des proches des victimes qui ont passé des jours et des nuits au côté de la Cellule de crise qui était mise en place par AB Aviation à l'hôtel le Retaj. M. Idi nous affirme qu'avec d'autres proches des victimes, ils mettent en place un « Collectif des victimes » qui a pour principale mission la recherche de la vérité dans l'accident pour que ça serve de « leçon » à l'avenir. Les experts du BEA dont la date d'arrivée à Moroni n'est toujours pas connue devraient permettre de connaître les causes de l'accident quoique, il faut le souligner, ça ne sera pas

une sinécure, l'avion abimé n'étant pas doté d'une boîte noire.

Le petit avion exploité par AB Aviation s'est abimé au large de Mohéli le 26 février alors qu'il voulait faire demi-tour après un atterrissage rendu impossible par le mauvais temps. Des débris de l'avion ont été retrouvés dès le lendemain, ainsi que des bagages. Il eut fallu six jours, soit le 3 mars, pour que ce qui semble être le premier corps soit retrouvé par des pêcheurs. Il est en conservation à Mohéli en attendant son identification selon les autorités. Après 10 jours de recherches infructueuses de la carlingue et de ses occupants, les membres de la Cellule de crise

sont rentrés à Moroni depuis mardi 8 mars dernier. Dans une conférence de presse organisée le lendemain, le ministre des Transports avait reconnu que les moyens dont ils disposaient étaient « insuffisants ». « C'est pour cela que nous avons fait appel à la France pour nous envoyer une équipe qui sera mieux équipée afin de retrouver l'avion [et ses occupants] ». Depuis, Moroni reste les deux pieds dans le même sabot...

Andjouza Abouheir

## INTERVIEW AZALI SUR BBC :

## Me Mahamoudou recadre Azali

*Il y a quelques jours BBC a diffusé une interview avec Azali Assoumani, au cours de laquelle ce dernier affirme ne jamais s'immiscer dans les affaires judiciaires, encore moins de bloquer une démarche d'évacuation sanitaire en faveur de son prédécesseur. Des affirmations que balaie d'un revers de main l'avocat du détenu.*

Maitre Mahamoudou Ahamada monte au créneau. Quelques jours après la diffusion par BBC d'une interview avec le chef de l'État Azali Assoumani, l'avocat de Sambi y apporte des éclaircissements. Dans l'entretien avec le media anglais, Azali Assoumani a assuré ne jamais s'immiscer dans les affaires de la justice. Il est allé jusqu'à



défier quiconque pourrait témoigner le contraire. Sur ce qui est du sujet de l'évacuation sanitaire de Sambi en particulier, Azali a demandé

qu'on lui montre une ordonnance du juge qu'il aurait bloquée.

Si ordonnance du juge il y en a eu, est-ce Azali qui l'a bloquée ?

Azali est le garant du bon fonctionnement des institutions. Il est le premier magistrat de ce pays... Il est au courant de l'existence de l'ordonnance du juge d'instruction en date du 02 janvier 2020. Cette ordonnance a été rendue suite à une demande que j'avais formulée et que le juge, malheureusement, ne m'a pas communiquée. Néanmoins, j'ai pu l'obtenir », charge l'avocat de Sambi. Le juge avait en effet autorisé Sambi à « partir pour des soins médicaux suites aux prescriptions de son médecin traitant ». Une ordonnance qui n'a pas été suivie d'effet. Sambi devrait être jugé jusque après le mois de ramadan, soit début mai à en croire des sources au fait du dossier.

Andjouza Abouheir

## DIALOGUE NATIONAL :

## Orange regrette la marginalisation de certains partis

*C'était à l'occasion de la cérémonie de mise en place de la coordination du parti Orange dans la commune de Bambao Yahari, lundi dernier, que le porte-parole Mohamed Toiaanmou s'est épanché.*

Le parti Orange de l'ex ministre de l'Intérieur était à Iconi lundi dernier pour la mise en place de la coordination de Bambao Yahari. Si tel était l'objectif de la cérémonie, ce qui a retenu l'attention c'est cette intervention du porte-parole de la formation politique. En effet, sur le dialogue national, Mohamed Toiaanmou n'y est pas allé d'une main morte, allant jusqu'à accuser la Coordination du dialogue inter-Comoriens d'avoir marginalisé certains partis, dont le sien. En dépit des satisfactions enregistrées au terme des quatre jours des travaux, et de la première

journée des séances plénières, Orange dit avoir noté l'absence de certains grands partis politiques et des personnalités.

Mais également la présence des associations et des mouvements politique nouvellement constitués à

la veille du dialogue et qui avaient des représentants dans toutes les commissions thématiques « au détriment des partis politiques légalement reconnus et des organisations de la société civile » impliqués dans la vie politique du pays depuis

des années qui « n'ont reçu qu'un nombre limité d'invitations pour leurs participants ». Comme pour être plus précis, Mohamed Toiaanmou dit regretter que son parti fasse partie de ces formations politiques dont les représentants « n'ont pas pu participer dans les travaux des sept commissions thématiques » car, « le parti Orange n'a reçu que quatre invitations pour participer à ce dialogue ». Au nom de son parti, il a également déploré la manière dont la première journée des séances a été organisée. Toutefois, il admet que « globalement les travaux se sont bien déroulés ». « Les rapports présentés dans la première journée des séances plénières étaient fidèles aux propositions qui ont été formulées ».

Pour finir, le porte-parole d'Orange a émis le souhait de la prise en compte des propositions et des recommandations faites ainsi

que la mise en œuvre des conclusions et le suivi. Il a ensuite appelé à l'apaisement et au rassemblement des enfants du pays afin que tous les acteurs pussent participer à la construction de notre Nation. Pour revenir à la mise en place de la coordination de Bambao Yahari, c'est Fessoil Bacar qui est désigné pour la diriger. Le surnommé Malaoupé dit vouloir « insuffler, encore plus, l'énergie, et de force nécessaires pour transformer les vœux du parti en actions ». Mohamed Toiaanmou a appelé les nouveaux responsables de la coordination à travailler pour le recrutement des nouveaux adhérents et à la mobilisation des militants pour œuvrer à la prévention et la sensibilisation pour la paix, la stabilité et l'unité dans la région et dans le pays.

Nassuf Ben Amad



Toiaanmou porte-parole du parti Orange.

## ENERGIE

## La centrale photovoltaïque de Ndrondroni est mise en marche

La centrale photovoltaïque de Ndrondroni est fonctionnelle depuis jeudi dernier. 152 Kw d'énergie solaire sont injectés dans le réseau électrique de Nioumachoi. Elle alimente la ville de Nioumachoi jusqu'à Ndrondroni en attendant d'être couplé au réseau électrique de Fomboni, une aubaine pour la population de la région de Mledjelé.

572 panneaux solaires sont installés dans la rizière de Ndrondroni pour produire une puissance électrique de 152 Kw d'énergie renouvelable. Cette mini-centrale électrique vient de démarrer depuis jeudi 10 mars dernier. La puissance électrique produite par ces 572 panneaux solaires vient d'être injectée au réseau électrique qui va alimenter toute l'étendue de la région de Mledjelé.

Pour rappel, c'est le fruit des travaux du projet d'électrification en énergie solaire, lancé par l'Union



Centrale solaire à Mohéli.

Européenne il y a plus de 7 ans. Pour pouvoir produire cette énergie renouvelable, au total 6 onduleurs de 25 Kw chacun sont installés dans la centrale photovoltaïque de

Ndrondroni située dans la région de Mledjelé. Une capacité d'énergie solaire qui va alimenter la région de Mledjelé jusqu'à Fomboni.

« On a fait les premiers essais ce

matin et Dieu merci tout va très bien. Mais comme nous attendons l'arrivée du réseau électrique de la centrale de SONELEC depuis Fomboni, nous ne pouvons pas allu-

mer tous les onduleurs pour injecter le courant. Donc actuellement nous avons allumé juste deux onduleurs pour alimenter en électricité la ville de Nioumachoi et ses environs » explique Oubeid Abdallah, chef de chantier de l'entreprise NETiSS qui a obtenu le marché de ce projet.

Quant aux travaux d'extension du réseau de la SONELEC, ils sont actuellement au niveau de Barakani à une vingtaine de kilomètres de la centrale solaire. Il est prévu de fusionner ces deux sources d'énergie afin d'assurer la charge électrique de toutes ces régions. C'est donc l'entreprise Netisse qui est chargée de toute la maintenance jusqu'à son inauguration. L'objectif de cette centrale photovoltaïque c'est de renforcer la capacité de production d'énergie électrique à Mohéli, notamment dans la région de Mledjedje et Moimboa.

Riwad



## AVIS DE RECRUTEMENT DU/DE LA COORDINATEUR (TRICE) NATIONAL (E) DU PROJET D'APPUI A LA MODERNISATION DE L'ETAT CIVIL AUX COMORES

### I : Contexte et justification

Depuis de nombreuses années, les autorités nationales et les partenaires techniques et financiers, déplorent un dysfonctionnement général du système d'état civil aux Comores. La modernisation de l'état civil s'impose donc comme une priorité face, en particulier, à l'évolution des normes juridiques corrélées à l'état civil, notamment les droits de l'enfant et de la femme.

Pour renforcer les capacités du système de l'état civil, la France a accepté de financer un projet de modernisation de l'état civil. Ce projet est à la fois le support des fondamentaux juridiques et organisationnels d'un état civil moderne et le préalable d'un programme plus ambitieux visant, ultérieurement avec des moyens plus conséquents, à la refondation et à l'informatisation de l'état civil. Ce projet procèdera à une réforme législative et favorisera l'interconnectivité du registre de l'état civil avec d'autres registres publics, réaliser une évaluation normalisée de l'état civil, normaliser les procédures et les formulaires de déclaration des faits d'état civil et sensibiliser la population aux bénéfices apportés par l'état civil, former les officiers d'état civil et les personnels communaux.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, le Gouvernement de l'Union des Comores compte recruter un (e)Coordinateur (trice) National (e) qui aura pour tâche principale de fournir un appui technique au Secrétariat Général du Ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation et de l'Administration Territoriale pour la conception et à la mise œuvre des activités du projet.

### III : Responsabilités et tâches du/de la Coordinateur (trice) National (e)

Le ou la Coordinateur (trice) National (e) du projet est responsable de la gestion du projet au quotidien, ainsi que de la prise de décision concer-

nant le projet. Sa responsabilité principale est la production des résultats escomptés par le projet et décrits dans le document de projet, selon les normes de qualité requise et en prenant en compte les spécificités et contraintes de temps et de coûts imparties.

Sous la direction du Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation et de l'Administration Territoriale et sous la supervision du Comité de pilotage du projet, le Coordinateur National du projet assurera les fonctions suivantes :

- Appuyer le Ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation et de l'Administration Territoriale à la mise en œuvre des activités du projet de modernisation de l'état civil aux Comores.

- Appuyer le ministère à élaborer les rapports semestriels d'activités, le rapport annuel, le rapport final et tout autre document requis dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

- Assurer la gestion opérationnelle et administrative du projet : suivi des plans d'action du projet, préparation et formulation des plans de travail annuels, en cohérence avec le cadre des résultats et des ressources du document de projet ; préparation des termes de référence, appels d'offres, des contrats de prestation de services, d'études et de travaux ; organisation et participation aux travaux des commissions d'examen des offres ; appui aux diverses missions organisées par les partenaires du projet.

- Assurer le suivi de la gestion administrative et comptable/financière du projet : préparation et signature des rapports financiers et des différents documents ; paiement des services prestés et autorisés ; tenue des registres de dépenses et de comptabilité et établissement des dossiers de liquidation des fonds avancés par l'UNICEF.

- Assurer le suivi technique et faciliter le déroulement des missions et des consultations dans la cadre de la mise en œuvre des activités du

projet.

- Assurer le suivi et contrôler la qualité des prestations réalisées dans le cadre du projet en relation avec les services techniques concernés, l'UNICEF, le service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'ambassade de France auprès de l'Union des Comores et veiller au respect des délais établis pour la remise des livrables/produits.

- Identifier et solliciter, pour assurer une mise en œuvre de qualité, tout appui technique supplémentaire en vue d'assurer une gestion, une planification et un suivi de projet de qualité.

- Contribuer à la conception, à l'animation, ainsi qu'à l'organisation des séminaires de formation et/ou réunion de sensibilisation et plaidoyer, telles que prévues dans le cadre logique du projet.

- Assurer la gestion des risques du projet.

- Assurer la coordination entre les différents acteurs du projet au niveau national et insulaire en liaison étroite avec le Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation et de l'Administration Territoriale; assurer une liaison directe et permanente avec les institutions partenaires du projet ; contribuer à l'échange d'information sur les différentes approches et les stratégies d'intervention.

- Préparer et organiser les réunions du comité de pilotage du projet.

- Informer le comité de pilotage du projet sur l'état d'avancement du projet, selon les mécanismes et la fréquence établis dans le document de projet.

- Préparer les différents rapports d'avancement du projet et mettre en œuvre le plan de suivi-évaluation, conformément au document de projet.
- Mobiliser les expertises disponibles à l'intérieur des départements du gouvernement et des organisations de la Société Civile nécessaires pour l'atteinte des résultats attendus par le projet.

### IV : Qualifications et expériences requises

- Etre titulaire d'un diplôme supérieur de

niveau Maîtrise (Master 1 au minimum) en sciences politiques, sciences sociales ou en droit.

- Avoir au moins une expérience professionnelle probante d'au moins 5 ans en gestion de projet et/ou en renforcement des capacités.

- Connaître les processus décisionnels et d'élaboration/adoption des normes législatives et réglementaires.

- Avoir une expérience de travail avec les agences du Système des Nations Unies.

- Disposer d'une bonne capacité analytique et rédactionnelle et une bonne disposition à travailler en équipe.

- Bonne maîtrise de l'outil informatique.

- Parfaire maîtrise du français, l'anglais serait un atout considérable.

### V : Durée et exécution du contrat

Durée du contrat : 1 an avec possibilité de renouvellement.

### VI : Candidatures

Les dossiers de candidature devront inclure :

- Une lettre de motivation pour l'intérêt porté à ce poste.

- Le Curriculum vitae (CV) et les copies des diplômes certifiés.

Le dossier de candidature doit être envoyé au plus tard le 26 mars 2022 à 12h 00 avec la mention « *Coordinateur (trice) National (e) du projet d'appui à la modernisation de l'état civil aux Comores* ». L'adresse à utiliser est la suivante : Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation et de l'Administration Territoriale, Moroni – Comores.

Seules les candidatures retenues pour l'interview seront informées des résultats de l'avis de recrutement.

## ATHLÉTISME

## Les jeux des îles en ligne de mire

*Discipline sportive la plus prolifique de ces 20 dernières années, l'athlétisme souffre pourtant d'un déficit de visibilité à la fois au niveau médiatique que sur le plan des autorités étatiques. Le manque de sponsoring ne favorise pas le développement rapide de la discipline, pourtant pétrie de talents.*

Le 27 mars prochain la ligue régionale d'athlétisme ouvrira officiellement le championnat de Ngazidja d'athlétisme. Cette ouverture se fera par une course sur route (relais mixte) autour de la ville de Moroni. Ensuite la compétition se poursuivra tous les mois pour un minimum de deux compétitions par mois. Une organisée au centre (Moroni) et une autre dans l'une des régions de l'île. La Gazette des Comores a rencontré le président de la ligue de Ngazidja d'athlétisme qui revient sur les dates clés de la discipline devant nous emmener aux jeux des îles de l'océan Indien 2023 mais, aussi des perspectives de développement du bas âge jusqu'au niveau des seniors.

Sur le plan du développement de

la discipline, à l'image de toutes les associations membres de la World Athletics, les Comores bénéficient du programme Kid Athletism « ce programme vise à initier les enfants (06-12ans) à l'athlétisme. Cela suppose faire rentrer la discipline dès le scolaire. Ce programme a aussi un autre avantage « de lutter aussi contre la précocité des athlètes dans la discipline », nombreux sont en effet les jeunes athlètes qui ont vu leur carrière brisée pour avoir brouillé les étapes de leur progression. Et le président de continuer « nous avons mis en place un autre programme (coaching clinique) qui vise à maintenir une activité permanente des acteurs (coachs, athlètes) en effectuant des tournées et des rencontres dans l'ensemble de l'île.

Et le président d'étaler les activités à venir « dès la fin du mois de ramadan nous devons aligner des athlètes lors du championnat d'Afrique junior qui se tiendra à Maurice » et de rajouter « dans la foulée de ce championnat, il y'aura toujours à Maurice l'organisation des jeux de la CJSOI (cadets) où on doit présenter des athlètes ».



Faysoil Mohamed Ali président de la ligue d'Athlétisme.

Si le calendrier semble chargé, il répond aussi aux exigences de la World Athletics. En effet chaque association membre doit participer aux compétitions homologuées par la fédération internationale d'athlétisme. Toujours cette année « nous devons prendre part aux jeux de la solidarité islamique en Turquie avant les championnats du monde de Belgrade où nous allons aligner au 800m un athlète comorien qui évolue en France ».

Du 1er au 6 août se tiendra le

championnat du monde junior à Cali en Colombie. La aussi les Comores comptent envoyer leur meilleur sprinteur en la personne de Youssouf Maoulida du club les "Bambins" qui a un record de 11'00 au 100m. « L'objectif que nous visons lors de ces championnats du monde est que Youssouf améliore son chrono au minimum de 1'2 ». La finalité de toutes ces préparations et compétitions et d'arriver aux jeux des îles avec des ambitions affirmées. Et le président de conclure « nous visons ni plus ni

moins 5 médailles d'or aux prochains jeux de la région. Nous allons avoyer des athlètes qui peuvent atteindre ces objectifs, que ce soit dans le sprint ou les courses de fond. Le 100m avec Youssouf Maoulida, le 200m Hachim Maarouf avec un chrono à 20'72 la meilleure marque de la région, le 800m, le 3000m steeple avec Miftahou Mohamed et enfin le relais 4x100 ».

AS Badraoui



## AVIS DE RECUTEMENT DE L'ASSITANT(E) ADMINISTRATIF (VE) DU PROJET D'APPUI A LA MODERNISATION DE L'ETAT CIVIL AUX COMORES

### I : Contexte et justification

Depuis de nombreuses années, les autorités nationales et les partenaires techniques et financiers, déplorent un dysfonctionnement général du système d'état civil aux Comores. La modernisation de l'état civil s'impose donc comme une priorité face, en particulier, à l'évolution des normes juridiques corrélées à l'état civil, notamment les droits de l'enfant et de la femme.

Pour renforcer les capacités du système de l'état civil, la France a accepté de financer un projet de modernisation de l'état civil. Ce projet est à la fois le support des fondamentaux juridiques et organisationnels d'un état civil moderne et le préalable d'un programme plus ambitieux visant, ultérieurement avec des moyens plus conséquents, à la refondation et à l'informatisation de l'état civil. Ce projet procédera à une réforme législative et favoriser l'interconnectivité du registre de l'état civil avec d'autres registres publics, réaliser une évaluation normalisée de l'état civil, normaliser les procédures et les formulaires de déclaration des faits d'état civil et sensibiliser la population aux bénéfices apportés par l'état civil, former les officiers d'état civil et les personnels communaux.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, le Ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation et de l'Administration Territoriale compte recruter

un(e) Assistant(e) Administratif (ve) et financier(e) du projet.

### II : Responsabilités et tâches de l'Assistant(e) Administratif (ve) et financier(e)

L'Assistant(e) Administratif (ve) et financier(e) travaillera sous la supervision du/de la Coordinateur (trice) National (e) du projet d'appui à la modernisation de l'état civil aux Comores. L'Assistant(e) Administratif (ve) et financier(e) accomplira parmi les tâches suivantes :

- Assister le/la Coordinateur (trice) National (e) dans la gestion administrative et financière en rapport avec les activités du projet.
- Assister le/la Coordinateur (trice) National (e) dans la rédaction des rapports financiers trimestriels et annuels du projet.
- Assister le/la Coordinateur (trice) National (e) dans l'établissement des FACE pour le décaissement et la justification des fonds.
- Apporter un appui logistique dans l'organisation des séminaires, ateliers et formations prévus dans le cadre du projet.
- Elaborer, exécuter et suivre les passations de commandes de travaux, de bien et services.
- Réceptionner les livraisons de biens et certifier les différentes prestations.
- Assurer une permanence dans le bureau principal du projet.

• Appuyer et assurer le suivi de la communication et une circulation efficace des informations et des documents parmi l'équipe de projet, les autorités nationales impliquées et toutes les autres parties prenantes.

• Collecter et gérer les documents de projet, les rapports nationaux et les rapports des consultants et des ateliers et toute autre documentation sur le projet.

• Organiser l'enregistrement des documents, y inclus l'enregistrement et la compilation selon les procédures standard de correspondances (lettres, memorandum, notes...).

• Etre responsables de la gestion des approvisionnements, des demandes de facture pro forma, de la préparation des bons de commande, de la réception des livraisons de biens, de la certification des différentes prestations ainsi que la tenue de l'inventaire du projet.

• Gérer les biens mobiliers et immobiliers appartenant au projet.

• S'acquitter de toute autre tâche que pourrait lui être confiée par le/la Coordinateur (trice) National (e) du projet et qui soit considérée comme nécessaire pour atteindre les objectifs et les résultats spécifiés dans le document de projet.

### III : Qualifications et expériences requises

• Etre titulaire d'un diplôme de Brevet de Technicien supérieur (BTS) en comptabilité et gestion administrative ou tout autre diplôme

me équivalent.

• Avoir au moins une expérience professionnelle probante d'au moins 2 ans dans le domaine de la comptabilité et la gestion administrative.

• Bonne maîtrise de l'outil informatique.

• Maîtriser le français et avoir une bonne connaissance de l'anglais.

### IV : Durée et exécution du contrat

Durée du contrat : 1 an avec possibilité de renouvellement

### V : Candidatures

Les dossiers de candidature devront inclure :

- Une lettre de motivation pour l'intérêt porté à ce poste.
- Le Curriculum vitae (CV) et les copies des diplômes certifiés.

Le dossier de candidature doit être envoyé au plus tard le **26 mars 2022 à 12h 00** avec la mention « *Assistant (e) Administratif (ve) du projet de modernisation de l'état civil aux Comores*. L'adresse à utiliser est la suivante : Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation et de l'Administration Territoriale Moroni - Comores

**Seules les candidatures retenues pour l'interview seront informées des résultats de l'avis de recrutement.**

JOURNÉE DE LA FEMME

# CC Mavouna projette carton rouge

Dans le cadre de la journée internationale des droits de la femme, le CCAC Mavouna avait organisé le jeudi 10 mars la projection du film documentaire de Mohamed Ouma intitulé "Carton Rouge" en collaboration avec Canal+.

"Le sport, une opportunité pour promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes et des filles", c'est le thème choisi pour être débattu juste après la projection du film. Un film qui retrace le parcours de 3 jeunes joueuses (Razia, Woulouhou, Hassanati) ainsi que du légendaire instructeur, le regretté fundi carnet. A travers ce film l'auteur a voulu montrer le rôle que peut jouer la femme à travers le sport pour son

épanouissement. Lors de son discours cérémonial la représentante du PNUD Fanela Frost est revenue sur l'apport de la gente féminine dans le développement du sport dans notre pays.

« Le sport comorien compte des femmes exemplaires, de Kanizat Ibrahim vice présidente de la CAF, à Ahmed Roukia chargée du football féminin à la ligue de Ngazidja, en passant par les associations sportives comme le club de Djongwe et celui de Moya Championne des Comores de football féminin ». Et la représentante de continuer pour souligner le rôle majeur joué par Almarhum fundi carnet pour le développement du sport en général et celui des filles en particulier. « Ce film donne une description de la vie de fundi carnet en faveur d'une édu-



cation sportive et le développement d'infrastructures en faveur de l'encadrement des jeunes ».

Cette cérémonie a été honorée de la présence de la gouverneure de l'île de Ngazidja Sitti Farouata Mouhidine. Une présence qui a ravi de nombreuses participantes qui ont vu en ce geste un signal fort de soutien aux initiatives d'intégration des jeunes filles dans les milieux sportifs. Une présence qui n'est pas anodine, dans la mesure où durant le weekend (12 mars) en collaboration avec la fédération et la ligue de Ngazidja de judo la gouverneure fut la marraine du championnat régio-

nal de judo par équipe.

Une édition qui a vu la participation de plusieurs championnes aussi variées que diverses (judo, Dutch, Boxe...). Des championnes aussi prestigieuses que Gevrise Lydie Émane championne olympique de judo ainsi que de Konaté kalidiatou championne de France de Dutch.

AS Badraoui

## Pour être informé, je lis la Gazette chaque jour

**La Gazette des Comores**  
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES  
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse postale : \_\_\_\_\_ email : \_\_\_\_\_  
Tél. : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_ Mob : \_\_\_\_\_

**Périodicité :**

3 mois  Montant : \_\_\_\_\_  
6 mois  Montant : \_\_\_\_\_  
12 mois  Montant : \_\_\_\_\_

**Mode de règlement :**

Espèces   
Chèque  n° \_\_\_\_\_  
Virement bancaire  réf. : \_\_\_\_\_

Moroni le,

Signature :

**Tarifs d'abonnement**

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127